

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/19
7 octobre 2002

(02-5374)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

MESURES COMPENSATOIRES: EXEMPLES DE POINTS IMPORTANTS

Document du Brésil

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 octobre 2002.

Le présent document a pour but d'identifier certains exemples de points importants concernant les dispositions relatives aux mesures compensatoires figurant dans l'Accord sur les subventions qu'il faudrait clarifier et améliorer, conformément au mandat énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha. Ce mandat donne la possibilité adéquate de combler plusieurs lacunes concernant la Partie V de l'Accord SMC.

Le Brésil a déjà présenté la plupart de ces idées au Comité des subventions lors des discussions sur le "tiret 80" du texte relatif aux questions de mise en œuvre. Un débat approfondi a eu lieu au Comité de septembre 2001 à juillet 2002. Malheureusement, les Membres n'ont pas pu s'entendre, au cours de ce débat, pour résoudre plusieurs des questions soulevées.

Certaines lacunes de l'Accord sur les subventions deviennent évidentes si on compare cet instrument à l'Accord antidumping. Un grand nombre des dispositions relatives à l'application des mesures compensatoires correspondent, dans une certaine mesure, aux procédures antidumping. Il en résulte que, dans de nombreux cas, la même nécessité d'apporter des clarifications et des améliorations à l'Accord antidumping, que certains Membres avaient mentionnée dans des communications antérieures adressées au Groupe de négociation sur les règles, vaudrait pour les dispositions relatives aux mesures compensatoires figurant dans l'Accord sur les subventions.

Il convient d'autant plus de clarifier et d'améliorer les dispositions relatives aux mesures compensatoires que nombre de dispositions analogues figurant dans l'Accord antidumping sont plus détaillées. Le Groupe de négociation doit remédier à cette asymétrie.

Les facteurs susmentionnés constituent les raisons génériques d'améliorer les dispositions relatives aux mesures compensatoires de l'Accord sur les subventions. Dans le présent document, le Brésil donne des exemples de points importants concernant les droits compensateurs, en ajoutant des questions à l'explication de certains problèmes perçus. Ces questions sont posées dans le but d'encourager la discussion, tout en donnant une idée de l'orientation que devraient prendre les négociations. Dans certains cas, des propositions concrètes ont déjà été présentées.

Il s'agit d'une première contribution aux délibérations du Groupe de négociation sur les règles pour ce qui est des mesures compensatoires. Le Brésil présentera peut-être, à l'avenir, d'autres contributions concernant de nouveaux domaines de négociation.

ARTICLE 11.4

L'article 11.4 de l'Accord SMC dispose que les demandes doivent être soutenues par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Cette disposition prévoit aussi qu'"il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale".

En vertu de ces règles en vigueur, une demande peut être déposée si elle est soutenue par des producteurs représentant une part minoritaire de la production nationale totale du produit similaire. Est-ce acceptable de considérer que la demande représente la production nationale totale si elle est soutenue par des producteurs représentant une part aussi faible de la production nationale totale? La demande ne devrait-elle pas être soutenue par des producteurs qui représentent au minimum plus de 50 pour cent de la production nationale totale?

ARTICLE 11.9 ET ARTICLE 19

L'article 19 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires devrait être interprété d'une manière compatible avec l'article 11.9 dudit accord. Ce dernier établit, entre autres choses, que "[l]a clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où le montant de la subvention est *de minimis*". Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'imposition et du recouvrement de droits compensateurs, tels qu'ils sont mentionnés à l'article 19 de l'accord précité, cette clause "*de minimis*" est omise. S'il est constaté que, pour une certaine raison, le montant de la subvention accordé à un exportateur donné est inférieur au seuil "*de minimis*", le texte ne donne pas d'indications précises. Cette lacune, en pratique, peut être interprétée de manière à permettre le recouvrement de droits même si le montant de la subvention est inférieur au seuil "*de minimis*".

Cette discussion comprend un élément important qu'il serait utile d'examiner: la distinction entre le moment de l'imposition du droit et le moment de son recouvrement. Le Brésil estime bien entendu qu'il n'est pas possible d'imposer des droits lorsqu'il a été constaté que le montant de la subvention était "*de minimis*" pendant la période couverte par l'enquête. Toutefois, dans certains cas, en particulier lorsque le montant du droit compensateur est fixé sur une base rétrospective, certains pays n'appliquent pas la règle "*de minimis*" pour établir la détermination finale concernant le recouvrement du droit. Le Brésil est d'avis que, dans les deux systèmes (prospectif et rétrospectif), aucun droit compensateur ne devrait être recouvré s'il est constaté que le montant de la subvention était "*de minimis*".

Il y a plusieurs cas, liés à des enquêtes antidumping, où des droits ont été recouverts alors que la marge de dumping effective était "*de minimis*". Comme il existe un certain parallélisme entre le recouvrement des droits antidumping et celui des droits compensateurs, il est fort possible que ce genre de situation se présente également pour ce qui est du recouvrement des droits compensateurs.

PROPOSITION AU TITRE DE L'ARTICLE 11

L'Accord SMC ne contient actuellement aucune disposition définissant le produit faisant l'objet de l'enquête/produit considéré. Cette ambiguïté permet aux autorités de définir un groupe de produits destinés à des segments de marché très différents comme étant un seul "produit faisant l'objet de l'enquête", à la demande de la branche de production nationale ou si elles le jugent opportun. Le but d'une mesure compensatoire est de faire disparaître un dommage causé par des importations subventionnées. Cela étant, est-il juste d'exploiter le fait qu'il a été constaté qu'un produit spécifique était subventionné et d'"utiliser" ensuite cette constatation établie pour un produit pour appliquer des

mesures compensatoires à un autre produit, similaire en apparence mais fondamentalement différent, par exemple un produit destiné à un segment de marché différent? Quelles règles constitueraient un cadre plus rationnel et plus rigoureux pour déterminer la portée de l'expression "produit faisant l'objet de l'enquête", de manière à ce que les mesures compensatoires ne soient appliquées qu'aux produits dont on aurait constaté qu'ils ont été subventionnés et ont causé un dommage? Ne faudrait-il pas établir des critères appropriés permettant de déterminer ce qu'est le "produit faisant l'objet de l'enquête" de façon à limiter toute expansion arbitraire du nombre de produits visés?

Le fait de déterminer ce qu'est le "produit faisant l'objet de l'enquête" au début de l'enquête peut avoir des répercussions importantes sur l'ensemble des procédures en matière de droits compensateurs. Par exemple, le produit faisant l'objet de l'enquête/produit considéré définit ce qu'est le "produit similaire", qui détermine à son tour les producteurs nationaux qui constituent la "branche de production nationale" et les données qui seront nécessaires pour l'analyse du dommage.

Si l'on admet une définition non rigoureuse du "produit faisant l'objet de l'enquête/produit considéré", on permet également aux autorités d'inclure des produits mis au point ultérieurement dans le "produit considéré", même si ces produits sont radicalement différents. Faut-il laisser aux autorités une telle latitude leur permettant de redéfinir effectivement le produit visé après une détermination positive?

ARTICLE 12.7

Dans ce domaine, il faudrait établir une sorte de symétrie entre les dispositions de l'Accord antidumping relatives aux données de fait disponibles (Annexe II de l'Accord) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui, même s'il prévoit à l'article 12.7 la possibilité d'utiliser les données de fait disponibles, ne donne pas plus de précisions.

L'Accord antidumping donne déjà, à l'Annexe II, des indications concernant l'utilisation des "données de fait disponibles"; cette annexe décrit, par exemple, les procédures à appliquer au cas où une partie intéressée refuse de donner accès à des renseignements ou ne communique pas les renseignements nécessaires. Ces deux situations sont exactement celles qui sont mentionnées à l'article 12.7 de l'Accord SMC. Cela étant, le Brésil estime qu'il n'y a aucune raison de ne pas appliquer les mêmes procédures dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. La nécessité d'améliorer la disposition est particulièrement évidente dans le cas où une enquête antidumping et une enquête en matière de droits compensateurs portant sur les importations en provenance d'un même Membre ont lieu simultanément, les autorités chargées de l'enquête étant tenues de se conformer aux lignes directrices relatives au traitement des renseignements communiqués dans le cadre d'une enquête et non de l'autre.

L'article 12.7 de l'Accord SMC indique clairement que les "données de fait disponibles" ne peuvent être utilisées que si une partie intéressée refuse de donner accès à des renseignements ou ne communique pas les renseignements nécessaires. Le Brésil estime donc que c'est uniquement dans ces circonstances spécifiques que la notion de "données de fait disponibles" permet aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser des renseignements provenant de sources autres que la partie concernée.

Il faudrait apporter quelques modifications à l'Annexe II de l'Accord antidumping afin de l'adapter au libellé et aux concepts de l'Accord SMC. Par exemple, l'expression "parties intéressées" devrait être remplacée par "Membres intéressés et/ou parties intéressées"; l'expression "valeur normale" devrait être remplacée par "montant de la subvention"; et, bien entendu, les termes "paragraphe 8 de l'article 6" devraient être remplacés par "paragraphe 12 de l'article 7". Pour ce qui est des "sources indépendantes" (au paragraphe 7 de l'Annexe II), on pourrait mentionner, par

exemple, les notifications présentées par les Membres à l'OMC et les rapports publics des organismes responsables de programmes.

ARTICLE 14

Texte introductif de l'article 14

Le Brésil croit comprendre qu'aux fins de la Partie V de l'Accord SMC les autorités chargées de l'enquête calculeront le montant de la subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire (producteur/exportateur), par unité de produit. C'est la seule approche qui soit compatible avec le titre de l'article; par conséquent, aucune autre base de calcul ne devrait être autorisée.

Bien que la plupart des Membres souscrivent à cette interprétation de l'Accord SMC, le texte introductif de l'article 14 pourraient laisser le champ libre à des interprétations erronées, car seul le titre de cet article, et non le texte introductif lui-même, mentionne expressément le calcul du montant d'une subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire.

Cette lacune peut conduire à interpréter de façon erronée l'article 14 comme concernant uniquement le calcul de l'avantage conféré au bénéficiaire et non le calcul du montant de la subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire. Par conséquent, certains pourraient faire valoir qu'aux fins de la Partie V de l'Accord SMC il serait possible d'adopter n'importe quelle méthode pour calculer le montant de la subvention (par exemple, une méthode fondée sur le coût pour les pouvoirs publics qui l'accordent).

À titre d'exemple, supposons que le gouvernement d'un pays donné ait accordé, en 2001, 10 000 dollars EU aux producteurs d'un produit A et que la production totale de ce produit dans le pays considéré, pendant la période en question, se soit élevée à 10 tonnes. Il a donc été déterminé que le montant de la subvention était de 1 dollar EU/kg et que, comme les importations de ce produit avaient causé un dommage à la branche de production nationale d'un autre Membre, ce Membre avait appliqué un droit compensateur de 1 dollar EU/kg aux importations du produit A, sans tenir compte de l'avantage réellement conféré aux bénéficiaires. De l'avis du Brésil, une telle approche serait incompatible avec l'article 14. Toutefois, afin d'éliminer toute possibilité d'interprétation erronée, nous proposons que le texte introductif corresponde aux termes figurant dans le titre.

Un second élément doit être examiné lors des discussions, qui concerne la transparence. L'obligation de transparence énoncée dans le texte introductif ("toute méthode utilisée ... sera transparente et expliquée de manière adéquate ...") peut aussi être interprétée de façon erronée comme concernant uniquement la méthode de calcul de l'avantage et non la méthode de calcul du montant de la subvention. Par conséquent, un Membre pourrait considérer qu'il n'est pas tenu d'inclure dans sa législation nationale – ou dans ses règlements d'application – la méthode utilisée pour calculer le montant de la subvention. Il semble donc qu'il existe une certaine marge permettant d'utiliser des méthodes non transparentes pour calculer le montant de la subvention.

Ainsi, pour clarifier l'article 14 et éviter les interprétations erronées, le texte introductif de cet article devrait être libellé comme suit:

"Aux fins de la Partie V, tout calcul du montant d'une subvention sera effectué en termes d'avantage conféré au bénéficiaire sur une base unitaire et par exportateur/producteur. Toute méthode utilisée par les autorités chargées de l'enquête pour calculer le montant de la subvention en termes d'avantage conféré conformément au paragraphe 1 de l'article premier sera transparente et expliquée de manière adéquate." (...)

Principes directeurs additionnels concernant l'article 14

Afin de garantir une plus grande prévisibilité et une plus grande harmonisation des méthodes adoptées par les Membres pour calculer le montant de la subvention, le Brésil estime aussi qu'il faudrait inclure des principes directeurs additionnels dans l'article 14. Les sujets visés par ces principes directeurs seraient d'une nature différente de ceux qui sont visés aux points a) à d) de l'article 14. Il convient de noter que la proposition du Brésil n'a pas pour objet de couvrir tous les aspects pertinents d'une enquête sur des subventions.

Les principes directeurs additionnels proposés sont les suivants:

- e) les dépenses engagées par l'exportateur/le producteur pour obtenir la subvention (par exemple, les frais administratifs) seront déduites du montant de la subvention. Les taxes à l'exportation applicables à l'exportation du produit faisant l'objet de l'enquête et qui sont destinées à neutraliser la subvention seront également déduites de ce montant;
 - f) dans le cas où la subvention n'est pas accordée en fonction des quantités produites, exportées ou transportées, on en calculera le montant en déterminant la part de ce montant qui est liée à la production, à la vente ou à l'exportation du produit, selon le cas; et,
 - g) dans le cas où la subvention est accordée en vue de l'acquisition de biens d'équipement, son montant sera calculé suivant les règles d'amortissement appliquées pour le produit dans la branche de production concernée et en fonction du volume de la production, des ventes ou des exportations du produit, selon le cas.
- i) Déduction des dépenses et des taxes à l'exportation

En ce qui concerne la question de la déduction des dépenses et des taxes à l'exportation, la proposition repose sur l'idée que les autorités chargées de l'enquête devraient calculer le montant de la subvention en se fondant sur l'avantage net conféré à l'exportateur.

S'agissant des dépenses, il importe de préciser que la proposition du Brésil ne concerne que les dépenses nécessairement engagées pour être admis à bénéficier de la subvention ou pour l'obtenir. Ces dépenses sont d'ordre administratif (frais de dossier, par exemple) et sont effectuées par le producteur/l'exportateur directement auprès de l'autorité responsable de l'octroi de la subvention.

Il faut montrer qu'un tel versement est obligatoire en vertu de la loi ou de toute autre législation applicable si l'on veut recevoir la subvention. Par conséquent, il ne serait pas possible de déduire les versements à des parties privées, par exemple avocats ou comptables, effectués lors d'une demande de subvention, ni les contributions volontaires à des gouvernements, comme les dons.

En ce qui concerne les taxes à l'exportation, le Brésil estime qu'elles ne devraient pas être déduites si elles ne sont pas destinées à neutraliser les subventions, dans la mesure où elles n'ont pas pour effet de réduire l'avantage obtenu par un bénéficiaire. Par exemple, si un gouvernement décidait d'appliquer des taxes aux exportations d'un vaste groupe de produits, sans tenir compte de leur éventuel subventionnement, la taxe à l'exportation payée par un exportateur spécifique ayant obtenu une subvention ne serait pas déduite de l'avantage conféré.

La situation serait différente si les taxes à l'exportation étaient appliquées uniquement aux exportations du produit subventionné, du fait, par exemple, d'un accord entre le Membre exportateur

et un Membre dont les exportations vers des marchés tiers sont affectées par la subvention. Dans ce cas, les taxes à l'exportation, étant destinées à neutraliser la subvention, devraient être déduites.

Il faudrait analyser les critères qui devraient être utilisés pour déterminer si la taxe à l'exportation est destinée à neutraliser la subvention. L'un de ces critères pourrait être la portée de la taxe à l'exportation, c'est-à-dire la question de savoir si cette taxe n'est appliquée qu'aux exportations de produits subventionnés ou à un vaste groupe de produits. Un autre critère serait le moment où la décision d'appliquer la taxe à l'exportation a été prise (par exemple, si la taxe est antérieure à la mise en œuvre du programme de subventions, il est évident qu'elle n'est pas destinée à neutraliser la subvention). Il faudrait aussi chercher à savoir si la taxe à l'exportation résulte de consultations bilatérales ou de la procédure de règlement d'un différend; et, si ce n'est pas le cas, ce qui l'a motivée. Ce sont là des exemples de critères/d'aspects qu'il faudrait analyser pour déterminer si la déduction est justifiée.

Il convient également de noter que ces déductions (dépenses et taxes à l'exportation) exigeraient que l'exportateur/le producteur faisant l'objet de l'enquête démontre qu'il a effectivement acquitté les frais administratifs et/ou les taxes à l'exportation. C'est à l'exportateur qu'il incomberait de demander ces déductions et de présenter des éléments de preuve vérifiables pour les justifier.

Dans le cas des taxes à l'exportation, les demandes de déduction ne devraient être acceptées que si les taxes ont été perçues pendant la période couverte par l'enquête et s'il est établi qu'elles l'étaient encore au moment où des mesures définitives ont été recommandées.

ii) Dénominateur approprié pour calculer le montant de la subvention

Comme le montant de la subvention sera calculé par unité de produit, il importe d'introduire un principe directeur concernant cette question.

Une fois que le montant total de l'avantage lié à une subvention sera déterminé pour la période couverte par l'enquête (la période pour laquelle le montant de la subvention est déterminé), les autorités chargées de l'enquête calculeront le montant de la subvention sur une base unitaire. L'unité adoptée dépendra des caractéristiques du produit faisant l'objet de l'enquête et devrait normalement être l'unité commerciale. Par exemple, dans le cas d'une enquête sur des importations de chaussures, l'unité adoptée devrait être la paire de chaussures; s'il s'agissait d'importations de produits chimiques, ce devrait être la tonne, et ainsi de suite.

Lorsque la subvention est liée à la production, aux ventes ou aux exportations, il n'est pas difficile de déterminer le montant unitaire. En revanche, lorsque ce n'est pas le cas, on peut se demander quel dénominateur il faudrait adopter pour calculer le montant unitaire. Afin de clarifier ce point, le Brésil suggère de prendre comme dénominateur la production, les ventes ou les exportations, selon les caractéristiques de la subvention. Par exemple, si l'avantage ne concerne que les exportations d'une entreprise, il faudrait le diviser par le volume total des exportations de cette entreprise. Si la subvention entraîne une réduction du coût de production, il devrait être divisé par le volume total de la production. Si la subvention affecte les ventes de l'entreprise, il faudrait le diviser par le volume des ventes. Si l'avantage conféré par une subvention est limité à un produit particulier, le dénominateur ne devrait tenir compte que des ventes [production/exportations] de ce produit. Si ce n'est pas le cas, le dénominateur devrait correspondre aux ventes totales [production/exportations] du bénéficiaire.

Nous donnons ci-après quelques exemples pour illustrer ce point:

Exemple 1

Le producteur d'un seul produit reçoit une subvention pour l'énergie et paie, pour l'énergie consommée lors du processus de production, un prix inférieur au prix payé par les autres producteurs. Par exemple, au lieu de payer 10 000 dollars pendant la période couverte par l'enquête, il paie 5 000 dollars, ce qui signifie qu'un avantage de 5 000 dollars lui est conféré. Comme le coût réduit de l'énergie profite à tout le volume de production du produit faisant l'objet de l'enquête, que ce produit soit ou non destiné à l'exportation ou au marché intérieur, l'avantage de 5 000 dollars devrait être divisé par l'ensemble de la production au cours de la même période (5 000 tonnes). Dans cet exemple, le montant de la subvention accordée serait de 1 dollar par unité.

Exemple 2

Le producteur d'un seul produit paie un prix inférieur pour le transport de sa production, que ce soit à destination des consommateurs nationaux ou du port national de chargement de ses exportations. Pendant la période couverte par l'enquête, il a payé 1 000 dollars au lieu de 2 000 en frais de transport. Il a donc bénéficié d'un avantage de 1 000 dollars. Si 2 000 unités du produit étaient vendues (pour le marché intérieur ou pour l'exportation), le montant de la subvention serait de 0,50 dollar par unité.

Exemple 3

Dans cet exemple, la subvention est accordée par référence aux exportations:

Le producteur d'un seul produit reçoit une aide de 50 000 dollars en 1987 pour subventionner ses exportations vers un pays donné. La période couverte par l'enquête est 1995. En 1995, les ventes totales de son produit étaient de 30 millions d'unités, et les exportations vers le pays en question de 10 millions d'unités. La durée de vie utile des actifs dans la branche de production considérée (qui est la même pour l'entreprise faisant l'objet de l'enquête) est de dix ans. On calculerait le montant de la subvention accordée pendant la période couverte par l'enquête en répartissant l'avantage total conféré sur la durée de vie utile des actifs, ce qui entraînerait un avantage de 5 000 dollars pendant la période couverte par l'enquête, puis en divisant le montant ainsi obtenu par le volume des exportations. Le montant de la subvention accordée pour les exportations du produit faisant l'objet de l'enquête serait de 0,0005 dollar par unité.

Subventions liées à l'acquisition de biens d'équipement

Étant donné que les autorités chargées de l'enquête devraient déterminer le montant de la subvention pendant la période couverte par l'enquête et qu'il y a des subventions dont les effets se font sentir pendant plusieurs années, il est important d'introduire des principes directeurs concernant cette question. L'un des cas dans lesquels cette situation peut se présenter concerne les subventions liées à l'acquisition de biens d'équipement.

Pour ce qui est de ces subventions, le Brésil estime que le montant de l'avantage doit être réparti sur la durée de vie utile des actifs, sur la base de la règle d'amortissement adoptée par le bénéficiaire, étant donné que cela est conforme aux principes/lois comptables généralement acceptés du pays exportateur. Notamment, les législations des Membres fixent une période d'amortissement des actifs fixes et la méthode adoptée est celle de l'amortissement linéaire.

Il faudrait aussi tenir compte du fait que les législations de certains Membres permettent un "amortissement comptable accéléré" fondé sur l'utilisation effective des actifs fixes (équipements,

machines), si bien que la durée de vie utile des actifs est différente de celle qui est prévue par la loi. Par exemple, supposons qu'un équipement ait une durée de vie utile fixée à dix ans par la législation fiscale, et par conséquent le taux d'amortissement normal de 10 pour cent (méthode de l'amortissement linéaire). Cet équipement peut être amorti plus rapidement (taux d'amortissement plus élevé) s'il est démontré que son utilisation effective est plus intense que l'utilisation normalement retenue pour déterminer la période de vie utile du bien. Dans ces cas-là, il incombe au producteur de démontrer cet état de fait (utilisation plus intense) à l'autorité fiscale en se fondant, par exemple, sur le nombre d'heures ouvrées, le volume de la production et/ou sur d'autres indicateurs.

En résumé, étant donné qu'il existe des subventions liées à l'acquisition de biens d'équipement dont les effets ne concernent pas seulement la période pendant laquelle elles ont été accordées/concédées, il importe de répartir l'avantage sur la durée de vie utile des actifs. Cette durée de vie utile devrait être établie sur la base de la législation du Membre exportateur.

Échantillonnage

Comme le calcul du montant de la subvention se fait en termes d'avantage, le montant de la subvention est donc calculé pour chaque exportateur faisant l'objet de l'enquête. Toutefois, dans certains cas, le nombre d'exportateurs faisant l'objet de l'enquête est si élevé qu'il est impossible de parvenir à une détermination spécifique du montant de la subvention accordé à chacun d'eux. Dans ces cas-là, les autorités chargées de l'enquête utilisent des échantillons. Afin d'éviter des pratiques divergentes parmi les Membres, il importe que le recours aux échantillons obéisse à des critères précis, tels que ceux qui sont mentionnés à l'article 6.10 de l'Accord antidumping.

ARTICLE 15.3

L'article 15.3 de l'Accord SMC en vigueur reconnaît le principe général de l'évaluation cumulative du dommage si les autorités déterminent, entre autres conditions, qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

Cependant, l'Accord n'établit pas quels sont les facteurs à analyser pour établir cette détermination, si bien que l'on peut aboutir à des déterminations inappropriées concernant les "conditions de concurrence".

Quels seraient les facteurs à prendre en compte pour déterminer si les conditions de concurrence entre les produits importés en provenance de deux pays, de même qu'entre ces produits et le produit national similaire, sont identiques? La pratique actuelle concernant le cumul de petits exportateurs de différents pays montre qu'il est nécessaire de clarifier ce point.

ARTICLE 18.1

Les engagements en matière de prix sont un moyen utile de donner des indications concrètes aux exportateurs de la gestion de leurs activités tout en protégeant la branche de production nationale de tout nouveau dommage pouvant résulter des effets des subventions. Toutefois, l'article 18.1 de l'Accord SMC n'indique pas ce que devraient être des "engagements satisfaisants ... pris volontairement". L'article 18.3 donne en outre aux autorités une grande latitude pour refuser les propositions d'engagements en matière de prix, y compris pour des "raisons de politique générale" non définies. À cause de ces ambiguïtés, l'Accord SMC en vigueur prévoit peu de procédures utiles permettant aux exportateurs de reprendre leurs activités ordinaires dans le cadre d'engagements en matière de prix.

ARTICLE 19.2

Le but d'une mesure compensatoire est de faire disparaître le dommage causé par des importations subventionnées. Ce but implique logiquement qu'il convient d'imposer un droit moindre si ce dernier est suffisant pour faire disparaître le dommage. Cependant, certains Membres calculent le droit compensateur sans déterminer si un droit moins élevé serait suffisant pour neutraliser le dommage. Dans ces cas-là, l'objectif visé par un droit compensateur peut être gravement dénaturé.

Pour les pays en développement, cette situation a des conséquences encore plus graves. Comme les effets de restriction des échanges d'un droit compensateur sont accrus lorsque la règle du "droit moindre" n'est pas appliquée, les pays en développement sont soumis à une charge supplémentaire.

Afin de réduire ces effets de restrictions des échanges, l'application de la règle du "droit moindre" sera rendue obligatoire.

ARTICLE 21.3 ET 21.4

A. INTRODUIRE UNE DISPOSITION PRÉVOYANT UNE ÉVALUATION DU DEGRÉ DE SOUTIEN APPORTÉ AUX DEMANDES DE RÉEXAMEN

La proposition du Brésil concernant la "représentativité" s'applique aux réexamens "à l'extinction" effectués conformément à l'article 21.3 de l'Accord SMC et le Brésil suggère d'adopter le même critère de "représentativité" que celui qui est établi à l'article 11.4. L'article 21.3 dispose déjà qu'une demande doit être présentée "par la branche de production nationale ou en son nom". Notre proposition vise à préciser que l'expression "par la branche de production nationale ou en son nom" devrait être interprétée comme à l'article 11.4. Le Brésil estime pertinent d'indiquer clairement qu'il faudrait appliquer le même critère dans les deux cas (ouverture de l'enquête et ouverture du réexamen).

Il est important de souligner que la proposition du Brésil ne devrait pas être interprétée comme empêchant les autorités d'engager un réexamen de leur propre initiative.

B. INTRODUIRE UNE DISPOSITION PRÉVOYANT D'AVISER ET DE CONSULTER LES MEMBRES DONT LES PRODUITS FONT L'OBJET D'UN RÉEXAMEN

Comme l'ouverture d'un réexamen au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC implique que le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen, il importe que, avant l'ouverture du réexamen, les Membres dont les produits pourraient faire l'objet d'un tel réexamen soient avisés de cette possibilité, et invités à procéder à des consultations en vue de clarifier la situation et d'arriver à une solution mutuellement convenue.

L'article 21.4 prévoit que les dispositions de l'article 12 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen. Par analogie, il n'y a aucune raison de ne pas appliquer aux réexamens les procédures de notification et de consultation prévues à l'article 13.1.

RÉEXAMENS

L'Accord SMC en vigueur n'énonce pas clairement les principes, procédures et méthodes applicables aux réexamens au titre de l'article 19.2 (fixation du droit compensateur), de l'article 21.2 (réexamens aux fins d'abrogation) et de l'article 21.3 (réexamens à l'extinction). En raison de l'absence de règles explicites, les autorités peuvent introduire de façon arbitraire, dans ces réexamens, des règles, procédures et méthodes qui diffèrent notablement de celles qui ont été appliquées dans les enquêtes initiales, ce qui impose une charge injustifiée au défendeur. Cela est-il équitable? Ne faudrait-il pas appliquer pour les réexamens beaucoup des mêmes règles que pour l'enquête initiale?

En outre, la durée des réexamens prévue à l'article 11.4 ne devrait-elle pas être limitée à un maximum de 12 mois?
